

Discrimination raciale

Date d'adhésion : 28 septembre 1995.

Le rapport initial et le deuxième rapport périodique de l'Ouzbékistan devaient être présentés les 28 octobre 1996 et 1998, respectivement.

Discrimination à l'égard des femmes

Date d'adhésion : 19 juillet 1995.

Le rapport initial de l'Ouzbékistan devait être présenté le 18 août 1996.

Torture

Date d'adhésion : 28 septembre 1995.

Le rapport initial de l'Ouzbékistan devait être présenté le 27 octobre 1996.

Droits de l'enfant

Date d'adhésion : 29 juin 1994.

Le rapport initial de l'Ouzbékistan devait être présenté le 28 août 1996.

RAPPORTS THÉMATIQUES**Mécanismes de la Commission des droits de l'homme****Disparitions forcées ou involontaires, rapport du Groupe de travail (E/CN.4/1998/43, par. 391-393)**

Aucun nouveau cas de disparition n'a été porté à l'attention du gouvernement. Deux des cas en suspens concernaient un chef religieux islamique et son adjoint qui auraient été détenus en août 1995 par les Services de la sécurité nationale à Tashkent alors qu'ils s'apprêtaient à embarquer sur un vol international. Le troisième cas concerne le dirigeant du Parti de reconnaissance islamique, parti politique qui ne serait pas enregistré, qui aurait été arrêté en 1992 par des hommes présentés comme des agents du gouvernement. Le gouvernement a fourni au Groupe de travail des renseignements sur ces trois cas, rendant compte en détail des investigations menées par les autorités pour faire la lumière sur ces disparitions, et indiquant que les recherches se poursuivaient et que les familles étaient tenues informées des résultats.

Intolérance religieuse, rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1998/6, par. 48, 50, 58, 59, 63, 64, 66)

Ce rapport fait référence aux violations à l'encontre de la liberté de religion et de conviction contre le Christianisme et l'Islam, et note que les non musulmans seraient soumis à des restrictions dans le domaine religieux, par exemple, le refus de reconnaissance officielle de certains groupes religieux et communautés; le contrôle ou l'interférence abusifs eu égard aux activités religieuses de certains groupes et communautés; l'interdiction de publier sur place du matériel religieux non musulman; la saisie de bibles; et le harcèlement, les menaces, le mauvais traitement, les arrestations, les détentions et les disparitions.

**PAKISTAN**

Date d'admission à l'ONU : 30 septembre 1947.

TRAITÉS : RATIFICATIONS ET RÉSERVES

Territoire et population : Le Pakistan n'a pas soumis de document de base à l'intention des organes de surveillance.

Discrimination raciale

Date de signature : 19 septembre 1966; date de ratification : 21 septembre 1966.

Le quinzième rapport périodique du Pakistan devait être présenté le 4 janvier 1998.

Discrimination à l'égard des femmes

Date d'adhésion : 12 mars 1996.

Le Pakistan devait présenter son rapport initial le 11 avril 1997.

Réserves et déclarations : Déclaration générale; paragraphe 1 de l'article 29.

Droits de l'enfant

Date de signature : 20 septembre 1990; date de ratification : 12 novembre 1990.

Le deuxième rapport périodique du Pakistan devait être présenté le 11 décembre 1997.

RAPPORTS THÉMATIQUES**Mécanismes de la Commission des droits de l'homme****Détention arbitraire, rapport du Groupe de travail (E/CN.4/1998/44, par. 19, 21)**

Le rapport note que deux appels urgents en faveur de quatre personnes ont été transmis au gouvernement. Aucune précision sur les cas n'a été fournie mais dans sa réponse, le gouvernement a indiqué que les quatre personnes n'avaient jamais été détenues ou qu'elles avaient été relâchées.

Disparitions forcées ou involontaires, rapport du Groupe de travail (E/CN.4/1998/43, par. 289-292)

Au cours de la période considérée, aucun nouveau cas de disparition n'a été porté à l'attention du gouvernement pakistanais. La majorité des 60 disparitions signalées concernent des membres ou des sympathisants du parti politique Muhajir Quami Movement (MQM), qui auraient été arrêtés à Karachi par la police ou les services de sécurité en 1995. La majorité des autres cas signalés se seraient produits en 1986 et entre 1989 et 1991; ils concernaient des personnes de nationalité afghane ayant obtenu le statut de réfugié au Pakistan, dont la plupart étaient membres du parti Harakate Ingilaba Islami d'Afghanistan. Elles auraient été enlevées à Peshawar, dans la province de la frontière du nord-ouest, par des membres d'une formation rivale, le parti Hezb-e-Islami d'Afghanistan. Quatre autres cas se seraient produits en